



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMITE FINANCIER

Cent quatre-vingt-unième session

Rome, 3-5 juin 2020

**Rapport sur l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM
(1er janvier - 31 décembre 2019)**

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Mme Betty Ka
Directrice adjointe et fonctionnaire responsable de la
Division du budget et de la programmation
Programme alimentaire mondial
Courriel: Betty.Ka@wfp.org

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org

RÉSUMÉ

- Le document intitulé "Rapport sur l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM (1^{er} janvier–31 décembre 2019)" est soumis au Conseil d'administration du PAM pour examen.
- Le PAM continue d'être financé exclusivement par des contributions volontaires. Or, la vie et les moyens d'existence des personnes auxquelles il vient en aide dépendent du transfert rapide des prestations, rapidité que les mécanismes de préfinancement dont dispose le PAM permettent de garantir davantage, et qui lui donne la souplesse nécessaire pour financer ses opérations en fonction des besoins.
- Les outils que le PAM peut utiliser pour atteindre ces buts sont notamment:
 - ✓ les prêts internes en faveur des projets
 - ✓ le préfinancement global
 - ✓ le Compte d'intervention immédiate
 - ✓ le préfinancement de services internes
 - ✓ le Mécanisme de gestion globale des vivres
- Le présent document rend compte de l'utilisation des outils de préfinancement en 2019.

INDICATIONS QUE LE COMITÉ FINANCIER EST INVITÉ À DONNER

- Le Comité financier est invité à prendre note du document intitulé "Rapport sur l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM (1^{er} janvier-31 décembre 2019)".

Projet d'avis

- **Conformément à l'article XIV du Statut du PAM, le Comité financier de la FAO conseille au Conseil d'administration du PAM de prendre note du document intitulé "Rapport sur l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM (1^{er} janvier-31 décembre 2019)".**



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Session annuelle
Rome, 29 juin-3 juillet 2020

Distribution: générale

Point 6 de l'ordre du jour

Date: 18 mai 2020

WFP/EB.A/2020/6-I/1

Original: anglais

Ressources, questions financières et budgétaires

Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org/fr>).

Rapport sur l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM (1er janvier-31 décembre 2019)

Projet de décision*

Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport sur l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM (1^{er} janvier-31 décembre 2019)" (WFP/EB.A/2020/6-I/1).

Introduction

1. Le PAM est financé uniquement par des contributions volontaires, qu'il utilise pour fournir en temps voulu une assistance aux populations bénéficiaires de son action. Le moment auquel les fonds sont versés est essentiel afin de fournir aussi rapidement que possible aux personnes vulnérables, dont un grand nombre sont des femmes et des enfants, l'assistance dont elles ont besoin. Parfois, les contributions destinées à certaines activités n'ont cependant pas encore été versées au moment où ces activités doivent être lancées. Dans de tels cas, les mécanismes de préfinancement du PAM permettent aux bureaux de pays d'agir sur-le-champ en recevant des fonds internes, qu'ils sont tenus de rembourser dès réception des contributions.
2. Le présent rapport décrit l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM en 2019, qui lui permettent notamment de débloquer des fonds pour les programmes au moyen des prêts internes en faveur des projets (y compris le dispositif de préfinancement global), d'allocations du Compte d'intervention immédiate (CII) du PAM, de l'achat et du

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Coordonnateurs responsables:

Mme B. Ka
Directrice adjointe
Division du budget et de la programmation
tél.: 066513-3415

Mme P. Arayaprayoon
Chef
Sous-Division du financement stratégique
tél.: 066513-3831

prépositionnement de produits alimentaires avant que les programmes n'en fassent la demande ainsi que du financement anticipé de services internes.

Préfinancement moyennant le déblocage de fonds en faveur des programmes

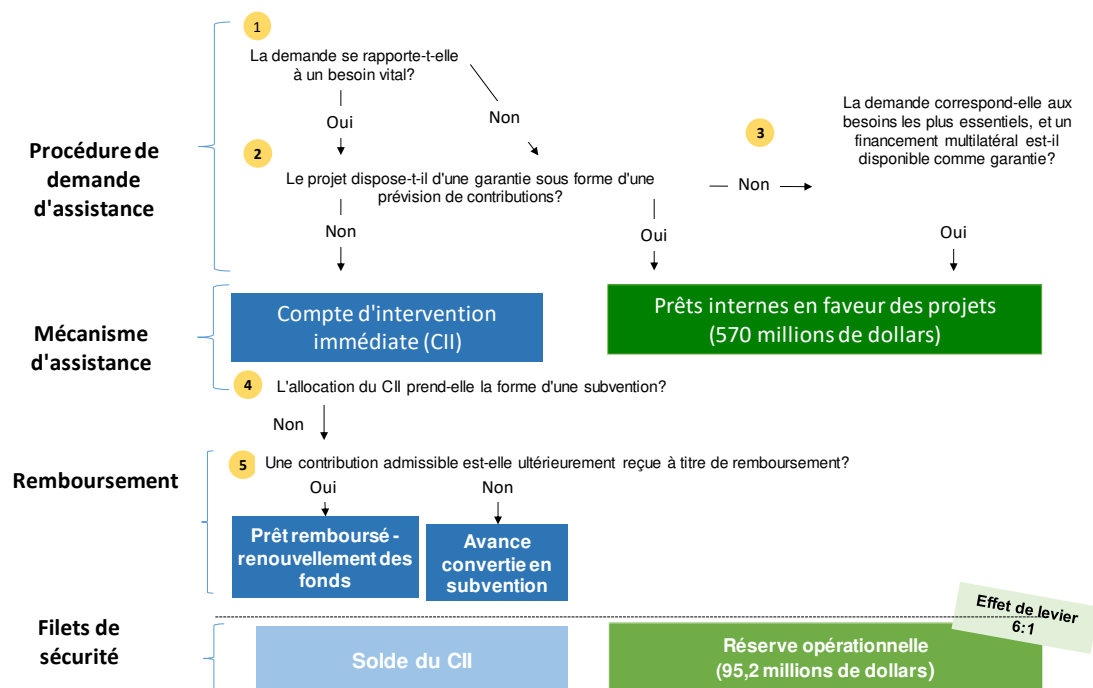
3. En 2019, le PAM a continué d'utiliser trois mécanismes pour avancer des fonds aux programmes:
 - i) *Prêts internes en faveur des projets*¹. Ce mécanisme permet d'avancer des fonds à un programme avant qu'une contribution destinée à celui-ci ne soit confirmée, la contribution prévue étant utilisée à titre de garantie. Il est assorti d'un plafond de 570 millions de dollars É.-U. et, en cas de défaut de paiement de la contribution prévue, la Réserve opérationnelle, d'un montant de 95,2 millions de dollars, sert de filet de sécurité, avec un ratio de levier de 6:1.
 - ii) *Préfinancement global*. Lancé en 2016 à titre pilote, ce mécanisme est un sous-ensemble du dispositif de prêts internes en faveur des projets et la gestion en est assurée en respectant le plafond de 570 millions de dollars fixé pour les prêts internes. Toutefois, le montant des avances accordées aux opérations du PAM au titre du préfinancement global est établi sur la base du montant global des financements prévus et non de celui d'une contribution prévue spécifique utilisée à titre de garantie.
 - iii) *Compte d'intervention immédiate*. Le CII permet au PAM de fournir une assistance immédiate dans des situations où des vies sont menacées en l'absence de contributions prévues. Comme en a décidé le Conseil d'administration, le niveau cible de cette réserve est de 200 millions de dollars² par exercice financier. Les fonds sont directement tirés de la réserve, qui peut être alimentée par des contributions de donateurs ou par le remboursement d'allocations du CII à des programmes (dès qu'une contribution pouvant être utilisée pour le remboursement est confirmée en faveur du programme bénéficiaire).

¹ Le dispositif de prêts internes en faveur des projets est l'unique composante du Mécanisme de financement anticipé du PAM.

² WFP/EB.2/2014/5-A/1, paragraphes 9 à 11.

4. La figure 1 illustre la procédure actuellement suivie pour décider du mécanisme de préfinancement à utiliser – prêts internes en faveur des projets ou CII.

Figure 1: Procédure de recours aux prêts internes en faveur des projets ou au Compte d'intervention immédiate



Recours aux prêts internes en faveur des projets en 2019

5. Les prêts internes permettent d'avancer des fonds à un programme lorsque des contributions sont prévues et qu'aucune restriction n'empêche de s'en servir à titre de garantie d'une avance. Cette forme de préfinancement a été mise en place en 2004; le tableau 1 indique le nombre d'avances effectuées depuis lors et leurs montants. En 2019, le montant total des avances s'est élevé à 1,62 milliard de dollars (voir l'annexe I), soit une augmentation de 29 pour cent par rapport à 2018, principalement due à la collaboration accrue entre les diverses fonctions et à la mobilisation des donateurs, qui ont permis de réduire l'affectation à des fins spécifiques des contributions versées en faveur de plans stratégiques de pays (PSP). Des avances au titre des prêts internes ont été accordées à 50 PSP en les inscrivant dans leur budget de portefeuille de pays, les bureaux de pays obtenant les fonds en moyenne 46 jours avant que les contributions ne soient confirmées.

Année	Nombre d'avances	Montant total avancé (en millions de dollars)	Montant moyen des avances (en millions de dollars)
2004	5	27,1	5,4
2005	10	154,5	15,5
2006	4	36,8	9,2
2007	21	157,3	7,5
2008	58	324,6	5,6
2009	35	227,1	6,5

TABLEAU 1: PRÊTS INTERNES EN FAVEUR DES PROJETS, 2004-2019			
Année	Nombre d'avances	Montant total avancé (en millions de dollars)	Montant moyen des avances (en millions de dollars)
2010	62	427,3	6,9
2011	64	439,1	6,9
2012	120	636,1	5,3
2013	132	675,2	5,1
2014	161	1 092,8	6,8
2015	157	777,5	5,0
2016	179	1 072,4	6,0
2017	176	1 277,7	7,3
2018	148	1 248,5	8,4
2019	268	1 616,4	6,0
Total	1 600	10 190,4	6,4

6. En 2019, les montants les plus importants ont été avancés aux opérations du PAM au Yémen (330,6 millions de dollars), à la République arabe syrienne (254,9 millions de dollars), au Soudan du Sud (135,0 millions de dollars), à l'Éthiopie (108,4 millions de dollars), au Liban (87,2 millions de dollars) et à l'Ouganda (79,1 millions de dollars). Ces six opérations représentent à elles seules 61,6 pour cent de l'ensemble des avances accordées au titre des prêts internes en faveur des projets en 2019.

Yémen

Le Yémen reste le pays au monde où les crises humanitaire et alimentaire sont les plus graves; les effets de la guerre prolongée, notamment les crises économiques et budgétaires et la quasi-faillite de l'État dans bien des régions, se ressentent à l'échelle de presque tous les ménages du pays. Au dernier trimestre de 2019, on estime que 24,1 millions de personnes (71 pour cent de la population) ont eu besoin d'une assistance humanitaire d'une forme ou d'une autre; d'après les estimations, 9,65 millions de ces personnes relèveraient de la phase 4 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire si aucune assistance ne leur était fournie. On estime que 7,4 millions de personnes ont par ailleurs eu besoin d'une assistance nutritionnelle en 2019.

Les prêts internes en faveur des projets ont joué un rôle crucial pour aider à faire face aux besoins humanitaires importants du Yémen, 12 avances (chacune d'un montant de 27,5 millions de dollars en moyenne) ayant été accordées entre février et octobre 2019. Ils ont permis au PAM de venir en aide aux bénéficiaires en temps voulu en limitant les ruptures d'approvisionnement.

Les effets conjugués des avances au titre de prêts internes en faveur des projets et du recours au Mécanisme de gestion globale des vivres ont permis au Bureau du PAM au Yémen de distribuer près de 650 000 tonnes de produits alimentaires aux bénéficiaires dans un délai moyen de 24 jours seulement. Le prépositionnement de vivres dans le pays et l'augmentation des achats locaux de farine de blé ont également contribué à la rapidité des distributions.

Soudan du Sud

La situation demeure précaire au Soudan du Sud, où un fragile processus de paix est engagé et il existe un risque de résurgence du conflit. La crise humanitaire se poursuit, avec un niveau record d'insécurité alimentaire et la probabilité que la situation se détériore encore. Un rapport du Cadre intégré de 2019 indiquait que près de 6 millions de personnes (soit plus de la moitié de la population) avaient un besoin crucial d'assistance alimentaire et qu'il y avait dans le pays 1,5 million de personnes déplacées, 2,2 millions de réfugiés et près de 200 000 personnes demandant refuge aux organismes des Nations Unies.

À la fin de chaque année, le Bureau du PAM au Soudan du Sud prépositionne des vivres dans le pays pour garantir les disponibilités alimentaires pendant la saison des pluies. Le prépositionnement de 2018 a permis de stocker des denrées alimentaires pour 2019 en les achetant à l'avance par le biais du Mécanisme de gestion globale des vivres et en recourant aux avances d'autres dispositifs (principalement de préfinancement global et de prêts internes en faveur des projets) pour faciliter l'accès aux stocks du PAM le moment venu.

Entre avril et décembre 2019, le bureau de pays a reçu 15 avances au titre du dispositif des prêts internes en faveur des projets, d'un montant individuel moyen de 9,0 millions de dollars, soit au total 135,0 millions de dollars (dont 88,8 millions de dollars avancés en utilisant des contributions des États-Unis d'Amérique à titre de garantie). Les effets conjugués de la planification de la chaîne d'approvisionnement et du recours au Mécanisme de gestion globale des vivres, aux prêts internes en faveur des projets et au dispositif de préfinancement global ont permis de livrer 173 000 tonnes de produits divers aux bénéficiaires dans un délai moyen de 54 jours, en économisant des dizaines de millions de dollars sur les coûts de transport aérien.

Recours au préfinancement global en 2019

7. Le préfinancement global est un sous-ensemble du dispositif des prêts internes en faveur des projets, le montant des avances étant calculé à partir de l'ensemble des financements prévus et non d'une contribution spécifique. La prévision de financement est déterminée à partir d'une évaluation détaillée des fonds que les donateurs ont vraisemblablement l'intention de mettre à disposition et d'un examen des tendances récentes du financement. Le préfinancement global a pour objectif d'accroître la prévisibilité des ressources, et de rendre ainsi l'assistance plus efficiente et plus efficace. Sur le montant total de 570 millions de dollars disponible pour le dispositif des prêts internes en faveur des projets, le montant maximal qui peut être utilisé chaque année au titre du préfinancement global est de 200 millions de dollars³.
8. Le tableau 2 indique les bureaux de pays qui ont bénéficié d'avances au titre du préfinancement global en 2019 et la situation des remboursements en avril 2020.

³ WFP/EB.2/2015/5-C/1.

TABLEAU 2: PLAN FONDÉ SUR LES BESOINS ET PLAN D'EXÉCUTION PAR RAPPORT AU PRÉFINANCEMENT GLOBAL, 2019 (en millions de dollars)				
Pays bénéficiaire	Plan fondé sur les besoins	Plan d'exécution	Préfinancement global reçu	Préfinancement global remboursé
Soudan du Sud	895,5	787,5	188,1	188,1
Yémen	2 157,1	1 985,2	8,6	8,6
Tadjikistan	17,2	12,7	1,0	-
Total	3 069,8	2 785,4	197,7	196,7

9. Au Soudan du Sud, le préfinancement global permet le prépositionnement annuel de vivres, puisque le bureau de pays utilise les avances pour acheter des produits alimentaires par le biais du Mécanisme de gestion globale des vivres et les prépositionner dans le pays avant la saison des pluies, réalisant ainsi des économies importantes et réduisant considérablement les délais d'acheminement. Le préfinancement global en faveur du Soudan du Sud est généralement attribué en plusieurs tranches: sur les 188,1 millions de dollars indiqués au tableau 2, un montant de 118,0 millions se rapporte au prépositionnement de 2019 et un montant de 70,1 millions de dollars à celui de 2020. Des fonds provenant des États-Unis d'Amérique ont servi de garantie pour toutes les allocations accordées au titre du préfinancement global en faveur du Soudan du Sud en 2019.
10. Comme les avantages du préfinancement global sont désormais largement admis, des efforts sont mis en œuvre pour réduire l'affectation des contributions parfois reçues pour des activités spécifiques qui ne permettent pas de rembourser les avances accordées au moyen du dispositif de préfinancement global pour d'autres activités. Pour améliorer la souplesse opérationnelle et les gains d'efficacité qui en résultent, le PAM mobilise les donateurs afin de trouver des solutions susceptibles de rendre les financements plus souples – par exemple la possibilité d'utiliser les contributions prévues pour garantir une avance financière – tout en respectant les contraintes administratives et juridiques des donateurs. Ces discussions ont abouti en 2019 à une réduction de l'affectation des contributions à des fins spécifiques et donc à une progression du préfinancement des opérations du PAM. Les discussions se poursuivront tout au long de 2020 en vue de trouver d'autres moyens d'accroître la souplesse des contributions.

Recours au Compte d'intervention immédiate en 2019

11. Le CII a été créé en décembre 1991 pour faire face sur-le-champ aux ruptures d'approvisionnement de l'assistance alimentaire vitale. L'obtention d'une allocation du CII n'est pas subordonnée à une prévision de contribution servant de garantie, mais le remboursement est effectué avec les contributions remplissant les conditions requises confirmées en faveur de l'opération bénéficiaire. Si une opération ne peut rembourser une allocation du CII qui a déjà été dépensée (parce qu'aucune contribution permettant ce remboursement n'a été reçue), l'allocation peut être convertie en subvention, sous réserve de l'accord du Comité pour l'affectation stratégique des ressources.
12. En 2019, les fonds reçus par le CII se sont montés à 45,8 millions de dollars (voir l'annexe III). Le montant total des fonds restitués pendant l'année s'est élevé à 150,0 millions de dollars, comme on le voit au tableau 3 ci-après.

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nouvelles contributions	38,1	56,2	52,1	53,1	107,3	47,6	61,9	96,7	45,8
Fonds affectés	161,9	126,1	165,3	182,0	164,2	215,2	154,2	144,2	161,0
Fonds restitués	104,4	82,4	88,6	132,6	95,3	125,2	114,5	68,3	150,0

13. En 2019, les fonds alloués au titre du CII ont représenté au total 161,0 millions de dollars (voir l'annexe II); ils ont été affectés à 67 activités visant à faire face à une crise financées par des budgets de portefeuille de pays. En vertu des pouvoirs délégués aux directeurs de pays, aux directeurs régionaux et au Directeur des services d'urgence, un montant de 25,0 millions de dollars a été affecté à des activités d'intervention immédiate, notamment à la suite du passage du cyclone Kenneth en Afrique australe et de l'ouragan Dorian aux Bahamas; un montant de 5,6 millions de dollars a été affecté à des activités de préparation aux situations d'urgence pour que le PAM soit à même de faire face à l'évolution des crises humanitaires, notamment en Afrique de l'Ouest et dans les Caraïbes.
14. En 2019, ce sont les opérations menées au Mozambique (40,5 millions de dollars), au Yémen (25,4 millions de dollars), au Soudan du Sud (20,0 millions de dollars) et au Zimbabwe (14,5 millions de dollars) qui ont bénéficié des avances les plus importantes du CII. D'autres montants importants ont été versés aux opérations menées au Burkina Faso (11,4 millions de dollars), au Myanmar (7,0 millions de dollars), en République centrafricaine (6,1 millions de dollars) et en République démocratique du Congo (5,0 millions de dollars).

Mozambique

En mars 2019, le cyclone tropical Idai s'est abattu sur le Mozambique, faisant d'après les estimations 2,6 millions de victimes dans le pays ainsi qu'au Zimbabwe et au Malawi voisins. Le cyclone a causé des dégâts considérables et, ayant frappé la région avant la récolte, a entraîné une progression de l'insécurité alimentaire. On estime qu'au Mozambique, 1,8 million de personnes avaient besoin d'une assistance alimentaire d'urgence après son passage.

Le Bureau du PAM au Mozambique ayant besoin d'un apport de fonds immédiat juste après le passage du cyclone Idai, une allocation du CII d'un montant de 31,8 millions de dollars a été approuvée pour lui permettre d'intensifier ses opérations, en particulier durant les trois premiers mois. Le plan d'intervention adopté prévoyait le préfinancement (notamment des prêts internes en faveur des projets lorsque cela était possible), la reconstitution des stocks du Mécanisme de gestion globale des vivres, des achats locaux (là où ils étaient envisageables) et le détournement de stocks institutionnels prévus pour d'autres régions (sans pour autant mettre à mal leurs filières d'approvisionnement alimentaire). Les allocations du CII au Mozambique ont représenté au total un montant de 40,5 millions de dollars en 2019; le double avantage du recours au préfinancement et au Mécanisme de gestion globale des vivres a permis au Bureau du PAM au Mozambique de venir en aide aux bénéficiaires dans un délai moyen de 46 jours.

Burkina Faso

Les conditions de sécurité au Burkina Faso se sont dégradées en 2019, notamment dans le nord et dans l'est du pays, où les attaques et les menaces de groupes armés non étatiques étaient les plus fréquentes. À la fin de 2019, on estimait que les personnes déplacées par le conflit au Burkina Faso, ainsi qu'au Mali et au Niger voisins, étaient cinq fois plus nombreuses et que plus de 440 000 des 20 millions de personnes vivant dans les zones concernées étaient déplacées. On prévoyait que 13 millions de personnes se trouveraient en situation d'insécurité alimentaire durant la période de soudure.

Entre le début de 2019 et la mi-août, le Burkina Faso a reçu au total un montant de 9,0 millions de dollars d'avances du CII pour éviter les ruptures immédiates d'approvisionnement d'une assistance vitale. À compter de septembre, date à laquelle une situation d'urgence de niveau 3 a été déclarée dans la région centrale du Sahel, des crédits supplémentaires provenant du CII ont été affectés aux opérations au Burkina Faso, portant le montant total avancé à 11,4 millions de dollars.

Les synergies créées par le recours au préfinancement et au Mécanisme de gestion globale des vivres ont permis en 2019 de réduire de moitié les délais d'acheminement des vivres.

15. À la fin de 2019, le solde du CII s'établissait à 81,5 millions de dollars, contre 59,0 millions de dollars à la fin de 2018. L'encours des avances non encore remboursées était de 113,4 millions de dollars, et un montant de 4,9 millions de dollars (avancés en 2018 et en 2019) a été converti en subventions.

Préfinancement de services internes

16. Le Mécanisme de budgétisation des investissements verse des financements immédiats en faveur de projets d'investissement dont les avantages économiques et les gains d'efficacité sont quantifiables et peuvent être démontrés. En 2019, une avance de 2,0 millions de dollars a été versée en faveur des activités du PSP provisoire en Libye; cette avance a permis d'ouvrir une plateforme des Nations Unies à Benghazi pour donner suite aux réunions d'information du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et à la demande du Représentant spécial du Secrétaire général. Cette plateforme fournit des services d'appui et des services communs aux organismes humanitaires partenaires en Libye, sur la base du recouvrement des coûts; les avances du CII ont été remboursées conformément aux procédures convenues avec les entités participantes des Nations Unies.

Préfinancement d'achats de vivres avant que les projets n'en fassent la demande

17. Le Mécanisme de gestion globale des vivres est un outil stratégique de financement qui permet au PAM d'acheter des produits alimentaires avant que les contributions ne soient confirmées, afin d'en réduire les délais de livraison (en particulier en situation d'urgence), de les acquérir au moment où les conditions des marchés sont les plus favorables, de réaliser des économies d'échelle et de favoriser les achats locaux et régionaux lorsque cela est possible.
18. Dans le cadre de l'exploitation du Mécanisme de gestion globale des vivres, le PAM gère des stocks alimentaires destinés à certaines filières d'approvisionnement (Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique australe et Moyen-Orient) ainsi qu'un stock mondial d'aliments nutritifs accessible à tous les bureaux de pays du PAM. Ces stocks sont reconstitués avec les fonds internes sur la base de la demande globale ainsi que des ressources et des déficits prévus des pays utilisant les mêmes corridors logistiques. Le recours au Mécanisme de gestion globale des vivres permet d'envoyer des produits alimentaires à des opérations

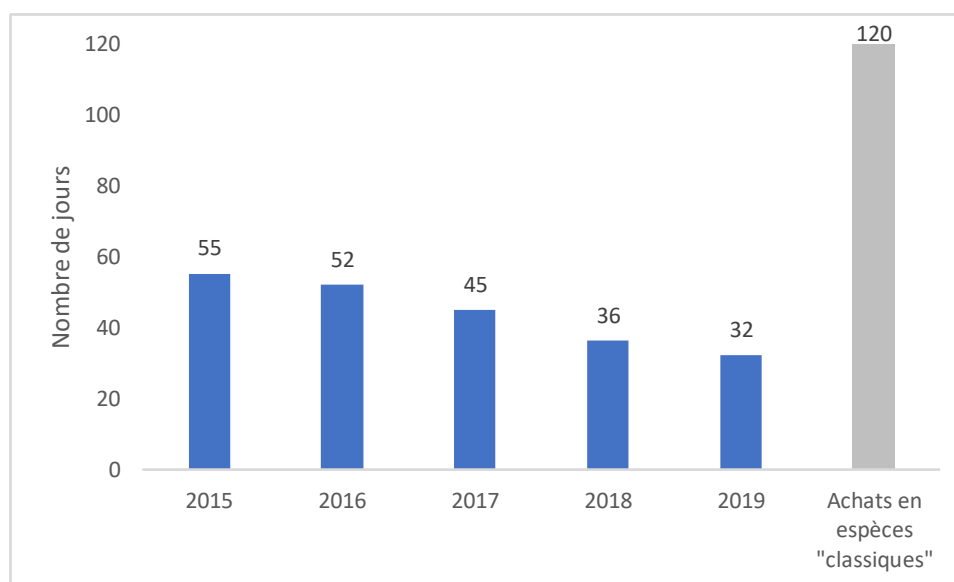
spécifiques dès réception des confirmations de contributions, des avances accordées au titre des prêts internes en faveur des projets ou du préfinancement global et des allocations du CII.

19. Le Mécanisme de gestion globale des vivres est administré à l'aide d'un compte spécial. Depuis sa création en 2008, le plafond approuvé du Mécanisme de gestion globale des vivres est passé de 60 millions de dollars à 560 millions de dollars pour faire face à l'augmentation de la demande des bureaux de pays du PAM souhaitant livrer plus rapidement les vivres aux bénéficiaires.

Faits marquants concernant le Mécanisme de gestion globale des vivres en 2019

22. En 2019, le Mécanisme de gestion globale des vivres a continué de jouer un rôle essentiel pour aider le PAM à venir en aide à ses bénéficiaires de manière efficace et efficiente, en assurant un approvisionnement alimentaire régulier qui permet de réduire les délais de livraison et de mieux utiliser les ressources.
23. En 2019, 1,9 million de tonnes de produits alimentaires (d'une valeur totale de 830,9 millions de dollars, voir l'annexe IV) a été livré dans 45 pays au titre de ce mécanisme, soit environ 40 pour cent du volume total de vivres géré par le PAM au cours de l'année.
24. Les bureaux de pays ayant effectué des achats par l'intermédiaire du Mécanisme de gestion globale des vivres ont reçu les produits alimentaires dans un délai moyen de 32 jours⁴, soit une réduction de 73 pour cent par rapport aux 120 jours nécessaires en moyenne avec la procédure d'achat "classique". La consolidation du processus interne et le renforcement de la collaboration entre les diverses fonctions ont permis au fil des quelques dernières années de raccourcir le délai moyen de livraison des achats effectués via le Mécanisme de gestion globale des vivres, comme le montre le graphique 1 ci-après.

Graphique 1: délai moyen de livraison des achats effectués via le Mécanisme de gestion globale des vivres, 2015-2019

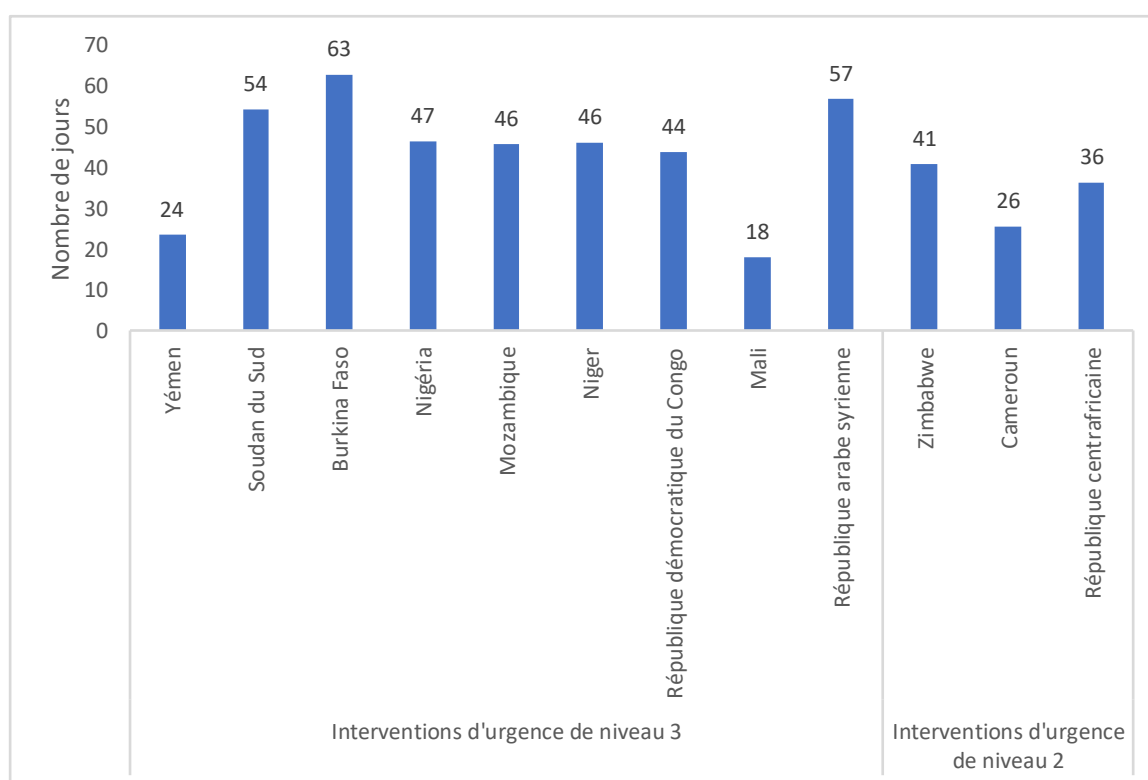


25. En 2019, le PAM a dû faire face à un nombre sans précédent de situations d'urgence simultanées, dans lesquelles les délais plus courts de livraison dus au recours au Mécanisme de gestion globale des vivres ont été particulièrement utiles. Une quantité totale de 1,1 million de tonnes de denrées alimentaires a été livrée aux pays confrontés à des situations d'urgence de niveau 3 ou de niveau 2 dans un délai moyen d'un mois environ;

⁴ Moyenne pondérée calculée à partir du volume acheté par les bureaux de pays.

sept des huit pays frappés par des situations d'urgence de niveau 3 se sont régulièrement approvisionnés via le Mécanisme de gestion globale des vivres et un appui ponctuel a été fourni à la République arabe syrienne, qui ne bénéficie habituellement pas de ce dispositif. Des résultats remarquables ont été obtenus au Cameroun, au Mali et au Yémen du fait de la souplesse et de la réactivité accrues et, au Soudan du Sud, le prépositionnement annuel de denrées a permis de réduire de 55 pour cent les délais d'acheminement et de réaliser des économies considérables sur les coûts de transport aérien. Le renforcement des stocks du Mécanisme de gestion globale des vivres en Afrique australe a permis au PAM d'intervenir rapidement lors du passage du cyclone Idai et de venir en aide aux bénéficiaires du Mozambique et du Zimbabwe dans un délai moyen d'environ 40 jours.

Graphique 2: délai moyen de livraison des achats effectués via le Mécanisme de gestion globale des vivres en situations d'urgence, 2019

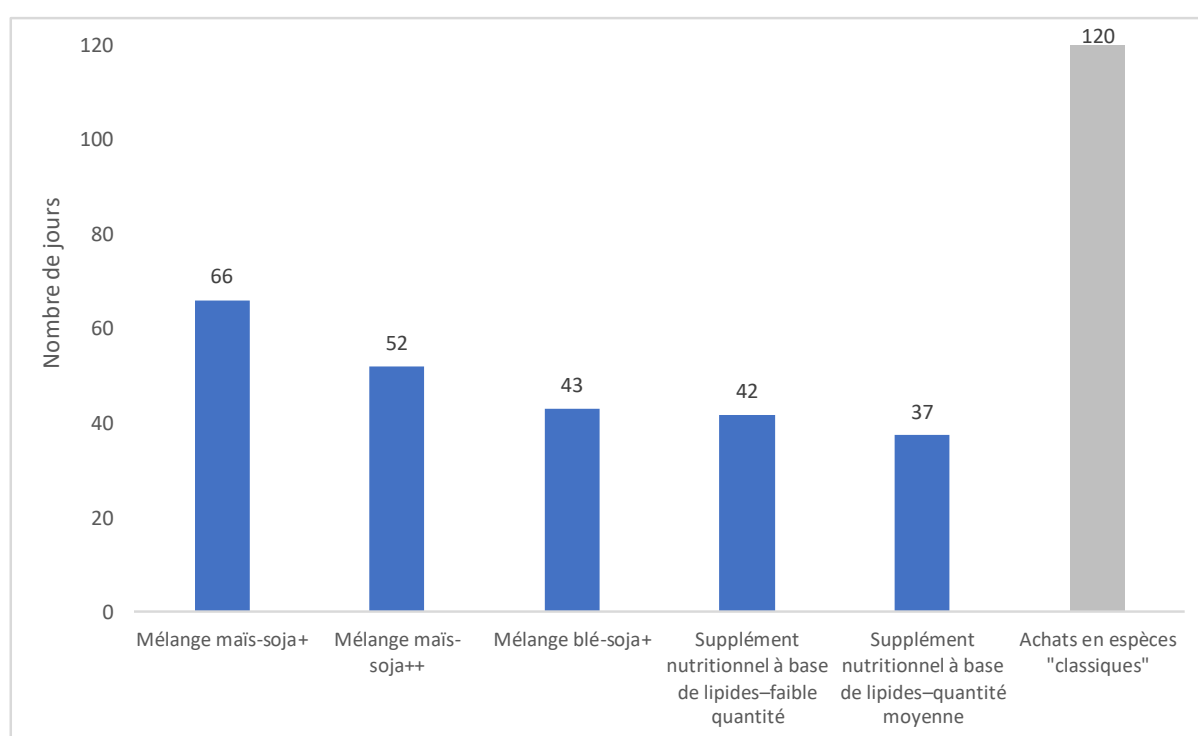


26. Compte tenu des gains d'efficacité avérés obtenus en recourant au Mécanisme de gestion globale des vivres en situations d'urgence, la part des fonds de ce mécanisme réservée aux situations d'urgence en gestation a été revue au milieu de 2019 pour déterminer si elle permettait une montée en puissance adéquate des filières d'approvisionnement en cas de crises humanitaires imprévues. L'analyse a montré que l'enveloppe de 40 millions de dollars prévue alors à cet effet ne suffisait pas pour mettre en œuvre une intervention d'urgence de vaste ampleur. À sa session annuelle de 2019, le Conseil d'administration a approuvé une proposition visant à porter à 100 millions de dollars le niveau des fonds du Mécanisme de gestion globale des vivres réservés pour les situations d'urgence qui apparaissent, relevant ainsi le plafond global du mécanisme à 560 millions de dollars⁵.
27. Le Mécanisme de gestion globale des vivres joue un rôle particulièrement précieux dans la livraison d'aliments nutritifs spécialisés. Les activités nutritionnelles permettent de subvenir aux besoins immédiats des bénéficiaires, et chaque jour gagné dans l'acheminement des produits compte. Une partie des fonds du Mécanisme de gestion globale des vivres,

⁵ WFP/EB.A/2019/6-H/1.

plafonné à 560 millions de dollars, sert à constituer un stock mondial d'aliments nutritifs pour que tous les bureaux de pays du PAM, y compris ceux qui ne bénéficient pas directement du dispositif actuellement, puissent profiter des délais de livraison réduits. En 2019, le Mécanisme de gestion globale des vivres a fourni 88 pour cent de la quantité totale d'aliments nutritifs spécialisés achetés par les bureaux de pays avec des contributions monétaires. Trente-neuf bureaux de pays ont acheté des aliments composés enrichis et des suppléments nutritifs à base de lipides en faisant appel aux stocks du Mécanisme de gestion globale des vivres, et ont reçu les produits dans un délai moyen de 51 jours, soit une réduction de 58 pour cent par rapport au délai de la procédure d'achat normale. Des résultats remarquables ont été obtenus au Yémen, en Afrique de l'Ouest et au Zimbabwe, où les aliments nutritifs ont pu être livrés en moins de 40 jours.

Graphique 3: délai moyen de livraison des aliments nutritifs spécialisés achetés via le Mécanisme de gestion globale des vivres par rapport à celui des achats "classiques"



28. Le Mécanisme de gestion globale des vivres sert de plus en plus souvent à financer des achats locaux et régionaux: en 2019, 930 000 tonnes de denrées alimentaires (d'une valeur de 385,5 millions de dollars pour les seuls produits) ont été achetées sur des marchés locaux et régionaux, ce qui représente 46 pour cent de la valeur totale des aliments achetés au cours de l'année en recourant à ce dispositif (voir l'annexe III). Les quantités les plus importantes de céréales et de légumes secs provenaient du Soudan, de l'Afrique du Sud et du Yémen, et les achats d'aliments composés et de mélanges sur des marchés locaux et régionaux ont considérablement augmenté par rapport à 2018 car le recours au Mécanisme de gestion globale des vivres permet d'acheter plus d'aliments nutritifs spécialisés sur place en Afrique (en particulier au Kenya, au Malawi et au Rwanda). Le PAM a ainsi élargi la gamme limitée de sources d'approvisionnement de ce type d'aliments et encore réduit les délais d'acheminement du fait de la proximité des pays destinataires.
29. Une part des produits que le PAM s'est procuré sur les marchés locaux et régionaux a été achetée à de petits producteurs. Sur le montant total de 560 millions de dollars du mécanisme, 20 millions de dollars sont réservés aux achats aux petits exploitants, ce qui contribue à la réalisation de l'objectif consistant, pour le PAM, à acheter à ces agriculteurs 10 pour cent des produits dont il a besoin.

30. Le Mécanisme de gestion globale des vivres, outre qu'il permet de réduire les délais d'acheminement des produits destinés aux opérations du PAM, a également facilité l'appui apporté aux gouvernements sous forme d'activités de prestation de services du PAM. En 2019, le Bureau du PAM en Éthiopie a acheté 180 000 tonnes de blé provenant de stocks du mécanisme pour combler une partie du déficit de 1,2 million de tonnes de céréales dans le pays; au Burkina Faso, 28 000 tonnes de céréales ont ainsi pu être achetées, achat qui a permis au Gouvernement de reconstituer le stock stratégique national grâce aux fonds reçus de la Banque mondiale. Le Mécanisme de gestion globale des vivres a également permis de financer des activités de prestation de services au Burundi, au Mozambique et au Soudan du Sud.

Gestion des risques

31. Dans un document de 2014 sur la restructuration de son Mécanisme de financement anticipé⁶, le PAM reconnaissait que les pertes de produits alimentaires stockés par le Mécanisme de gestion globale des vivres imputables à des risques opérationnels ne représentaient qu'une faible proportion des achats effectués en recourant à ce mécanisme et qu'aucune perte n'était due au fait que le niveau de la demande prévue ait été supérieur à celui du montant effectif des fonds reçus pour les opérations. Ce document décrivait également le régime d'auto-assurance mis en place par le PAM pour se couvrir en cas de pertes subies en amont du point d'entrée dans un pays, que celles-ci soient dues à des vivres endommagés, avariés ou volés. Le régime d'auto-assurance du PAM a depuis lors été étendu et couvre la plupart des pertes encourues dans les pays.
32. En 2019, sur le montant total de 957,6 millions de dollars de produits alimentaires achetés en recourant au Mécanisme de gestion globale des vivres, les pertes se chiffraient à 2,7 millions de dollars (ces deux montants comprennent les coûts des produits alimentaires et du transport vers les pays de destination). Ce chiffre représente 0,3 pour cent de la valeur totale des achats effectués en passant par ce dispositif. Il convient de préciser que ces pertes ont été intégralement remboursées par le régime d'auto-assurance.
33. Pour mettre en place une protection supplémentaire, le Conseil d'administration a approuvé un transfert de 6 millions de dollars de la Réserve opérationnelle vers la réserve du Mécanisme de gestion globale des vivres; ce montant est jugé suffisant pour assurer la protection du plafond actuel du Mécanisme de gestion globale des vivres, à savoir 560 millions de dollars.

⁶ "Examen du cadre de financement: Restructuration du Mécanisme de financement anticipé" (WFP/EB.A/2014/6-D/1).

ANNEXE I

Avances au titre du Mécanisme de prêt interne en faveur des projets en 2019

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre du Mécanisme de prêt interne en faveur des projets en 2019 (en millions de dollars)
Afghanistan	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	États-Unis d'Amérique	1,3
	Plateformes et services communs	Allemagne	0,5
	Prévention de la malnutrition	États-Unis d'Amérique	2,3
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,5
		États-Unis d'Amérique	7,6
Algérie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,7
Arménie	Renforcement des capacités institutionnelles	Fédération de Russie	0,8
	Repas scolaires	Fédération de Russie	1,5
Bahamas	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	0,2
Bangladesh	Plateformes et services communs	États-Unis d'Amérique	3,4
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Bangladesh	3,6
		États-Unis d'Amérique	23,9
Burkina Faso	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	2,2
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,6
	Traitement nutritionnel	Commission européenne	0,4
		Allemagne	0,4
	Repas scolaires	Allemagne	0,6
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	0,7
		Allemagne	1,5
Burundi		Luxembourg	0,4
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	3,6
		États-Unis d'Amérique	2,0
	Repas scolaires	Pays-Bas	2,3

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre du Mécanisme de prêt interne en faveur des projets en 2019 (en millions de dollars)
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,1
		États-Unis d'Amérique	2,0
Cameroun	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	États-Unis d'Amérique	0,5
	Prévention de la malnutrition	États-Unis d'Amérique	0,2
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	2,1
		États-Unis d'Amérique	6,9
République centrafricaine	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	3,6
	Plateformes et services communs	Suède	1,0
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,1
	Repas scolaires	Allemagne	1,5
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	2,4
Tchad	Adaptation au changement climatique et gestion des risques	Allemagne	4,3
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	1,7
	Repas scolaires	Allemagne	1,1
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	1,0
		Allemagne	3,7
		Royaume-Uni	1,7
Colombie	Adaptation au changement climatique et gestion des risques	Allemagne	0,5
		États-Unis d'Amérique	0,3
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,1
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Canada	0,4
		États-Unis d'Amérique	29,5
Cuba	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Organisation des Nations Unies	0,1
		Émirats arabes unis	0,2

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre du Mécanisme de prêt interne en faveur des projets en 2019 (en millions de dollars)
République démocratique du Congo	Analyse, suivi et évaluation	États-Unis d'Amérique	0,7
	Renforcement des capacités institutionnelles	États-Unis d'Amérique	2,0
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	2,1
		Allemagne	7,0
		Royaume-Uni	3,5
		États-Unis d'Amérique	30,2
Djibouti	Renforcement des capacités institutionnelles	États-Unis d'Amérique	0,1
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	0,3
République dominicaine	Renforcement des capacités institutionnelles	République dominicaine	0,5
Équateur	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	2,8
Égypte	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	2,7
		États-Unis d'Amérique	10,3
Eswatini	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,4
Éthiopie	Renforcement des capacités institutionnelles	États-Unis d'Amérique	3,0
	Traitement nutritionnel	Autriche	1,2
		Commission européenne	1,7
		Royaume-Uni	7,1
		États-Unis d'Amérique	19,7
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	2,1
		Allemagne	4,1
		États-Unis d'Amérique	69,5
Haïti	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	1,6
Iraq	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	13,3

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre du Mécanisme de prêt interne en faveur des projets en 2019 (en millions de dollars)
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	2,0
		États-Unis d'Amérique	3,8
Jordanie	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	1,8
	Repas scolaires	Allemagne	2,9
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	53,0
Kenya	Plateformes et services communs	Allemagne	0,5
	Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants	Allemagne	0,5
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,5
		États-Unis d'Amérique	9,8
Liban	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	3,3
	Renforcement des capacités individuelles	Allemagne	6,8
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	30,8
		États-Unis d'Amérique	46,2
Libye	Plateformes et services communs	Allemagne	0,5
		Pays-Bas	0,5
Madagascar	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,7
Malawi	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	8,3
Mali	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	3,8
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,2
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	2,6
	Repas scolaires	Allemagne	0,3
	Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants	Allemagne	0,8
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	6,7
Mauritanie	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	1,1
	Traitement nutritionnel	Allemagne	0,3

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre du Mécanisme de prêt interne en faveur des projets en 2019 (en millions de dollars)
	Repas scolaires	Allemagne	0,2
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,4
		États-Unis d'Amérique	3,8
Mozambique	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	1,7
	Repas scolaires	Allemagne	0,2
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	5,2
		Pays-Bas	3,0
		Qatar	0,3
		Royaume-Uni	1,6
		États-Unis d'Amérique	17,9
Myanmar	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	15,6
Namibie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	2,4
Nicaragua	Repas scolaires	Luxembourg	0,9
Niger	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	3,7
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,7
	Traitement nutritionnel	Allemagne	2,2
		États-Unis d'Amérique	1,2
	Repas scolaires	Allemagne	2,6
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	5,2
		États-Unis d'Amérique	8,5
Nigéria	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	États-Unis d'Amérique	8,1
	Prévention de la malnutrition	Royaume-Uni	2,8
		États-Unis d'Amérique	0,1
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Royaume-Uni	9,2
		États-Unis d'Amérique	20,4

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre du Mécanisme de prêt interne en faveur des projets en 2019 (en millions de dollars)
Pakistan	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	États-Unis d'Amérique	1,2
	Prévention de la malnutrition	États-Unis d'Amérique	3,3
État de Palestine	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	9,3
Bureau régional de Panama	Niveau supérieur	Canada	24,4
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,5
		États-Unis d'Amérique	14,0
Pérou	Renforcement des capacités institutionnelles	Commission européenne	0,1
Rwanda	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	5,9
Somalie	Plateformes et services communs	Allemagne	0,5
		Organisation des Nations Unies	0,5
	Renforcement des capacités institutionnelles	Organisation des Nations Unies	1,1
	Traitement nutritionnel	Allemagne	2,8
		États-Unis d'Amérique	5,8
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	7,8
		Organisation des Nations Unies	1,9
		États-Unis d'Amérique	39,7
Soudan du Sud	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Canada	2,9
		Allemagne	11,2
	Plateformes et services communs	Commission européenne	2,1
	Traitement nutritionnel	États-Unis d'Amérique	24,6
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	4,1
		Allemagne	4,0
		Australie	3,7
		Royaume-Uni	15,0
		Organisation des Nations Unies	3,2

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre du Mécanisme de prêt interne en faveur des projets en 2019 (en millions de dollars)
		États-Unis d'Amérique	64,2
Soudan	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	2,1
	Plateformes et services communs	Allemagne	0,5
		Norvège	0,5
		Suède	0,6
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	2,7
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	2,7
	Repas scolaires	États-Unis d'Amérique	1,3
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	25,9
République arabe syrienne	Prévention de la malnutrition	États-Unis d'Amérique	8,1
	Repas scolaires	Allemagne	9,7
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	99,7
		États-Unis d'Amérique	137,4
République-Unie de Tanzanie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Royaume-Uni	2,4
Ouganda	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	0,5
	Repas scolaires	Allemagne	0,6
	Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants	Allemagne	0,4
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Royaume-Uni	26,1
		États-Unis d'Amérique	51,4
Yémen	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	21,4
	Traitement nutritionnel	Commission européenne	18,9
		États-Unis d'Amérique	46,9
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	28,4
		Allemagne	37,3
		Japan	16,3
		Arabie saoudite	99,1
		Royaume-Uni	23,2

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre du Mécanisme de prêt interne en faveur des projets en 2019 (en millions de dollars)
		États-Unis d'Amérique	39,0
Zimbabwe	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,1
		Royaume-Uni	19,0
		États-Unis d'Amérique	19,4
Total			1 616,4

ANNEXE II

Affectations au titre du Compte d'intervention immédiate en 2019

Pays	Catégorie d'activités	Affectations au titre du CII en 2019 (en millions de dollars)
Compte d'intervention immédiate		130,4
Burkina Faso	Traitement nutritionnel	0,7
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	8,9
République centrafricaine	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	4,7
Comores	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,0
République démocratique du Congo	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	4,1
Mali	Traitement nutritionnel	1,0
Mauritanie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	2,8
Mozambique	Prestation de services et plateformes	1,5
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	36,2
Myanmar	Traitement nutritionnel	1,0
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	6,0
Rwanda	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	3,2
Soudan du Sud	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	20,0
Yémen	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	25,4
Zimbabwe	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	14,0
Demandes d'intervention immédiate		25,0
Bahamas	Prestation de services et plateformes	0,9
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,5
Bénin	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,4
État plurinational de Bolivie	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	1,1
Burkina Faso	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,4
République centrafricaine	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,4
Congo	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,9
République démocratique du Congo	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,9
Djibouti	Renforcement des capacités institutionnelles	0,7
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,6

Pays	Catégorie d'activités	Affectations au titre du CII en 2019 (en millions de dollars)
Eswatini	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,9
Iran	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,6
Kenya	Prestation de services et plateformes	0,6
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,3
Lesotho	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,9
Malawi	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,9
Mozambique	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	2,8
Namibie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,4
Niger	Traitement nutritionnel	0,0
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,2
Nigéria	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,2
Philippines	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,4
Somalie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,4
Zimbabwe	Prestation de services et plateformes	0,5
Interventions immédiates pour la préparation aux situations d'urgence		5,6
Angola	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,3
Bureau régional de Bangkok	Adaptation au changement climatique et gestion des risques	0,1
Bénin	Renforcement des capacités institutionnelles	0,1
État plurinational de Bolivie	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	0,2
Burkina Faso	Renforcement des capacités institutionnelles	0,3
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,2
Colombie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,3
Cuba	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,3
Bureau régional de Dakar	Préparation aux situations d'urgence	0,3
République dominicaine	Renforcement des capacités institutionnelles	0,1
El Salvador	Préparation aux situations d'urgence	0,2
Guatemala	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,1
Haïti	Renforcement des capacités institutionnelles	0,3
Honduras	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,1
Bureau régional de Johannesburg	Préparation aux situations d'urgence	0,2

Pays	Catégorie d'activités	Affectations au titre du CII en 2019 (en millions de dollars)
Libye	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,2
Mali	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,2
Bureau régional de Nairobi	Niveau des effets directs stratégiques	0,6
Nicaragua	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,1
Niger	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,4
Bureau régional de Panama	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,3
Bureau régional de Panama	Préparation aux situations d'urgence	0,2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Préparation aux situations d'urgence	0,2
	Renforcement des capacités institutionnelles	0,1
Sénégal	Renforcement des capacités institutionnelles	0,3
République-Unie de Tanzanie	Prestation de services et plateformes	0,2
Togo	Renforcement des capacités institutionnelles	0,1
Zimbabwe	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	<0,1
Total		161,0

ANNEXE III

Contributions à la reconstitution du Compte d'intervention immédiate en 2019

Donateur	Montant de la contribution (en dollars)
Contributions à emploi spécifique à la réserve du CII	22 664 000
Suisse	7 948 000
Belgique	5 592 000
Allemagne	4 429 000
Canada	1 732 000
Luxembourg	1 683 000
Gains de change	594 000
Chine	500 000
Liechtenstein	100 000
France	71 000
Grèce	11 000
Irlande	5 000
Allocations multilatérales à la réserve du CII	23 100 000
Norvège	13 710 000
États-Unis d'Amérique	9 390 000
Total	45 764 000

ANNEXE IV

Achats effectués via le Mécanisme global de gestion des vivres et gains de temps en 2019

Pays bénéficiaire	Achats effectués via le Mécanisme global de gestion des vivres en 2019 <i>(en millions de dollars, valeur des produits alimentaires seulement)</i>			Gains de temps en 2019 (%)
	Marchés locaux ou régionaux	Marchés Internationaux	Total	
Algérie	0,1		0,1	40
Angola	0,6	0,1	0,6	7
Bénin		1,0	1,0	70
Burkina Faso	21,2	5,0	26,3	48
Burundi	5,3	2,8	8,0	82
Cameroun	7,5	7,5	15,1	79
République centrafricaine	2,5	4,0	6,5	70
Tchad	7,9	4,3	12,2	82
Comores		0,4	0,4	73
Congo	0,4	1,5	1,9	83
Côte d'Ivoire		0,2	0,2	61
Djibouti	0,1	0,0	0,1	92
République dominicaine		0,1	0,1	90
République populaire démocratique de Corée		0,2	0,2	100
République démocratique du Congo	13,2	5,9	19,1	63
Eswatini	0,3	0,1	0,4	38
Éthiopie	44,5	77,1	121,5	84
Gambie	0,1	1,5	1,6	69
Guinée	0,1	0,7	0,7	75
Guinée-Bissau		0,1	0,1	100
Haïti		0,0	0,0	85
Kenya	18,8	1,7	20,5	53
Lesotho		1,1	1,1	80
Libéria		1,2	1,2	89
Madagascar	2,7	3,7	6,4	63
Malawi	7,3	2,0	9,3	47
Mali	1,4	2,9	4,3	85
Mauritanie	0,5	0,6	1,0	51
Mozambique	13,9	6,0	19,9	62
Namibie	0,2	0,3	0,4	100
Nicaragua		0,3	0,3	56
Niger	10,5	6,3	16,8	61
Nigéria	11,4	8,6	20,0	61
Rwanda	2,4	0,1	2,5	56
Sénégal	0,1	0,1	0,2	69
Sierra Leone	0,2	0,4	0,5	60
Somalie	10,8	16,9	27,7	68
Soudan du Sud	69,4	9,2	78,6	55

Pays bénéficiaire	Achats effectués via le Mécanisme global de gestion des vivres en 2019 <i>(en millions de dollars, valeur des produits alimentaires seulement)</i>			Gains de temps en 2019 (%)
	Marchés locaux ou régionaux	Marchés Internationaux	Total	
Soudan	10,0	1,0	11,0	44
République arabe syrienne		0,3	0,3	53
République-Unie de Tanzanie	8,0	2,6	10,5	59
Ouganda	47,9	11,8	59,6	76
Yémen	42,1	246,3	288,4	80
Zambie	2,0	0,0	2,0	73
Zimbabwe	22,3	9,5	31,8	66
Total	385,5	445,4	830,9	73

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CII	Compte d'intervention immédiate
PSP	plan stratégique de pays